

Retour sur deux cas de maîtrise de la pandémie que tout oppose: la Chine et la Nouvelle-Zélande

ILS ONT DOMPTÉ LE COVID

JULIE ZAUGG, HONG KONG

Pandémie ► En ce samedi de janvier à l'aube, la police a commencé à déployer un cordon sanitaire autour du quartier de Yau Tsim Mong, au cœur de Hong Kong. Cette zone, l'une des plus densément peuplées de la planète, abrite 10 000 personnes sur une surface de 47 000 m². Durant les prochaines 48 heures, une équipe de 3000 soignants a fait du porte-à-porte pour tester tout le monde. En attendant les résultats de cet exercice sanitaire, les résidents avaient l'interdiction de sortir de chez eux.

La cité portuaire fait partie des rares pays et territoires à avoir maîtrisé la pandémie, aux côtés de la Chine, de Macao, de Taïwan, du Vietnam, de la Thaïlande ou de la Nouvelle-Zélande. Depuis le début de la crise, elle n'a enregistré 10 222 cas et 173 décès, pour une population similaire à la Suisse. Elle doit cette réussite à un cocktail de mesures draconiennes, qui font écho à celles adoptées en Chine, où le virus a infecté 89 272 personnes et en a tué 4636, essentiellement à Wuhan dans les trois premiers mois de la pandémie.

La recette développée par la Chine consiste à «isoler une ville dès qu'un cluster de cas y émerge, en décrétant un confinement obligatoire de plusieurs semaines», explique Ben Cowling, un expert de la santé publique à l'Université de Hong Kong. Wuhan a passé 76 jours dans cette situation. Plusieurs dizaines de millions de personnes sont actuellement confinées dans les provinces du Hebei, du Jilin et du Heilongjiang, alors que le pays enregistre moins de 150 cas quotidiens.

Dépistage exhaustif
Autre mesure: le dépistage exhaustif. Lorsqu'une poignée de cas sont réapparus en mai à Wuhan, les 11 millions de résidents de la cité ont été testés. Les villes de Shijiazhuang, Xingtai, Kashgar, Qingdao et Dalian ont elles aussi subi de telles opérations. «Ces tests permettent de repérer des chaînes de transmissions silencieuses dans la communauté, dit Ben Cowling. Lorsqu'un cas est découvert, une équipe de traceurs se met aussitôt au tra-



Samedi 23 janvier, à Hong Kong, tout un quartier comprenant 10 000 personnes a été bouclé et les habitants ont dû se soumettre aux tests. KEYSTONE

vail pour identifier ses contacts proches.»

«En août, un confinement plus court et ciblé a permis d'anéantir le virus» Michael Baker

Les personnes jugées à risque de développer la maladie sont placées à l'isolement dans des centres désignés par le gouvernement. Celles qui contractent le virus sont immédiatement hospitalisées et y sont maintenues jusqu'à ce que les résultats de leurs tests soient deux fois de suite négatifs. Cela peut durer plus de deux mois.

Les voyageurs arrivant de l'étranger doivent pour leur part passer deux à trois semaines en quarantaine – selon les villes – dans un centre étatique ou un hôtel. Les autorités n'hésitent pas à séparer les membres d'une même famille. Une femme britannique n'a pas pu voir son bébé âgé de deux mois durant plus de 30 jours, après que le nourrisson a été testé positif à l'aéroport de Hong Kong.

Comité aux aguets
«Pour s'assurer que les confinements et les quarantaines sont respectés, des comités de voisinage, composés de membres du Parti communiste, effectuent des visites à domicile», note Ben Cowling. Il leur est arrivé de sceller la porte d'une personne infectée en attendant qu'elle soit emmenée à l'hôpital. Cette semaine, une vidéo devenue virale montrait un officiel du parti qui avait attaché

un homme à un arbre parce qu'il était sorti de chez lui pour acheter des cigarettes. Malgré leur efficacité, ces mesures liberticides ne sont guère transposables aux pays démocratiques. L'un d'eux, la Nouvelle-Zélande, est pourtant parvenu à quasiment éliminer le virus. «A l'origine, nous avons adopté un plan d'atténuation de la maladie, semblable à ceux implémentés en Europe, qui avait pour but d'aplatir la courbe des cas afin d'éviter de surcharger les hôpitaux», raconte Michael Baker, un expert de la santé publique qui fait partie du comité chargé de conseiller le gouvernement. Mais début mars, il observe la situation à Wuhan, qui s'améliore rapidement, et la compare à l'Europe, où les hôpitaux croulent sous les cas. Il décide de pousser le gouvernement à changer de stratégie pour viser l'élimination complète du

virus. Le 23 mars, la première ministre Jacinda Ardern annonce l'un des confinements les plus stricts de la planète. Le pays entier est placé sous cloche, avec l'interdiction pour ses habitants de sortir de chez eux, sauf pour s'approvisionner en nourriture, alors qu'il n'a encore enregistré que 205 cas et aucun décès. «Cela a marché, glisse Michael Baker. Après sept semaines de confinement, nous avons pu lever les mesures et retourner à la vie normale.» Les enfants vont à l'école, les bars et restaurants sont ouverts et l'économie tourne à plein régime. Seules les frontières restent fermées. «Cette phase de répit nous a en outre donné le temps d'améliorer nos capacités de traçage de contacts et de tests», souligne l'expert. Ainsi, lorsque le virus est réapparu en août, un confinement plus court et ciblé géographiquement a permis de ra-

pidement l'anéantir. Depuis le début de la pandémie, la Nouvelle-Zélande a enregistré 2295 cas et 25 décès. Les avantages d'une élimination complète du virus sont multiples. «Il y a moins de décès et de séquelles à long terme parmi les personnes ayant survécu à la maladie», souligne Michael Baker. Le taux de mortalité du Covid-19 par million d'habitants atteint 3 en Chine et 5 en Nouvelle-Zélande, contre 1478 au Royaume-Uni et 1063 en Suisse. Les pays qui se sont défaits du Covid-19 s'en sortent mieux sur le plan économique aussi. «Malgré la fermeture de nos frontières, et la forte dépendance de la Nouvelle-Zélande au tourisme, notre PIB a été moins affecté que celui d'autres pays où le confinement a duré plus longtemps et est sans cesse levé puis réintroduit», conclut l'expert. I

TAÏWAN A RETENU LA LEÇON

Taiwan a su retrouver les réflexes acquis en 2003 lors de l'épidémie de SRAS.

Avant l'émergence d'une quinzaine de cas dans un hôpital à la mi-janvier, Taïwan n'avait plus enregistré de transmissions locales du Covid-19 depuis le 12 avril. «L'épidémie de SRAS en 2003 a laissé une forte impression sur les Taïwanais, relève Jason Wang, un spécialiste des politiques de santé à l'Université Stanford. Dès que le nouveau virus est apparu, tout le monde a porté un masque et commencé à se désinfecter les mains.»

Un centre de commande pour les épidémies, créé en 2004, a en outre pu être instantanément activé. «Son rôle est de coordonner les diverses agences gouvernementales entre elles, dit l'expert. Il a le pouvoir décisionnel final.»

Le 31 décembre, le jour où la Chine a averti l'OMS de l'émergence d'une série de pneumonies de cause inconnue, Taïwan s'est mis à effectuer des contrôles de santé sur les voyageurs en provenance de Wuhan. «Les bases de données des douanes et de l'assurance santé nationale ont en outre été fusionnées,

afin de générer une alerte à chaque fois qu'une personne de retour de l'étranger consultait un médecin», précise Jason Wang. A cela s'est ajouté un vaste effort de traçage des contacts, qui s'est notamment appuyé sur les données de géolocalisation générées par les téléphones portables. Lorsque le *Diamond Princess*, un bateau de croisière hébergeant un cluster de cas, a effectué une halte à Taipei, le gouvernement a envoyé des SMS à toutes les personnes qui avaient passé à proximité de l'un des 50 lieux fréquentés par les passagers. JULIE ZAUGG

INSPECTION TENDUE DU MARCHÉ HUANA À WUHAN

Les experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui enquêtent en Chine sur l'origine du coronavirus se sont rendus hier au marché Huanan de Wuhan, premier foyer connu de l'épidémie. Ce marché, où étaient notamment vendus des animaux sauvages vivants, est fermé depuis janvier 2020, et des gardiens n'ont laissé entrer que les véhicules du groupe d'enquêteurs de l'OMS. Sortis jeudi de 14 jours de quarantaine, les membres de l'équipe ont entamé vendredi leur enquête de terrain. Cette visite est ultrasensible politiquement pour Pékin, accusé d'avoir tardé à réagir face aux premiers cas de Covid signalés fin 2019 dans l'immense métropole du centre de la Chine. Le pouvoir communiste est quasi muet sur le sujet et Pékin mi-

nimise la portée de la mission des spécialistes étrangers: «Ce n'est pas une enquête», a affirmé vendredi un porte-parole du Ministère chinois des affaires étrangères, Zhao Lijian, refusant que son pays soit pointé du doigt. Hier, les experts n'ont répondu à aucune question à leur arrivée au marché, l'un d'eux a relevé la vitre de sa voiture quand un reporter lui a demandé ce qu'il attendait de la visite. Des membres des services de sécurité ont intimé aux journalistes présents de s'en aller. Un peu plus tard, aux journalistes qui demandaient de loin en criant si les experts étaient satisfaits de la visite, l'un a fait un signe d'approbation avec le pouce. ATS